10 graphiques pour survivre au débat budgétaire

Recettes, dépenses, déficit, dette : parce que le débat budgétaire est trop important pour être laissé aux seuls parlementaires, *Alter Eco* vous a préparé un guide de survie pour suivre le marathon de l'automne.

Darius Albisson, Vincent Grimault, Céline Mouzon, le 26 octobre 2026

Des chiffres, des acronymes, des amendements techniques, du jargon aussi effrayant que démotivant… Difficile de se passionner naturellement pour le débat budgétaire. Et pourtant ! Si l'on admet, comme le dicton populaire, que *« l'argent est le nerf de la guerre »*, il n'y a pas de moment démocratique plus important que celui qui se joue chaque automne au Parlement (Assemblée nationale et Sénat), après que le gouvernement lui soumet son projet de loi de finances (PLF) et son projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS).

Alors que dans les rues monte la contestation sociale pour obtenir davantage de moyens pour l'éducation et les services publics en général, pour taxer les riches et préserver le pouvoir d'achat, ces deux textes sont vitaux afin de desserrer ou pas les cordons de la bourse et faire entrer des recettes dans les caisses de l'Etat. Des arbitrages cruciaux à même, à eux seuls, de défaire des gouvernements.

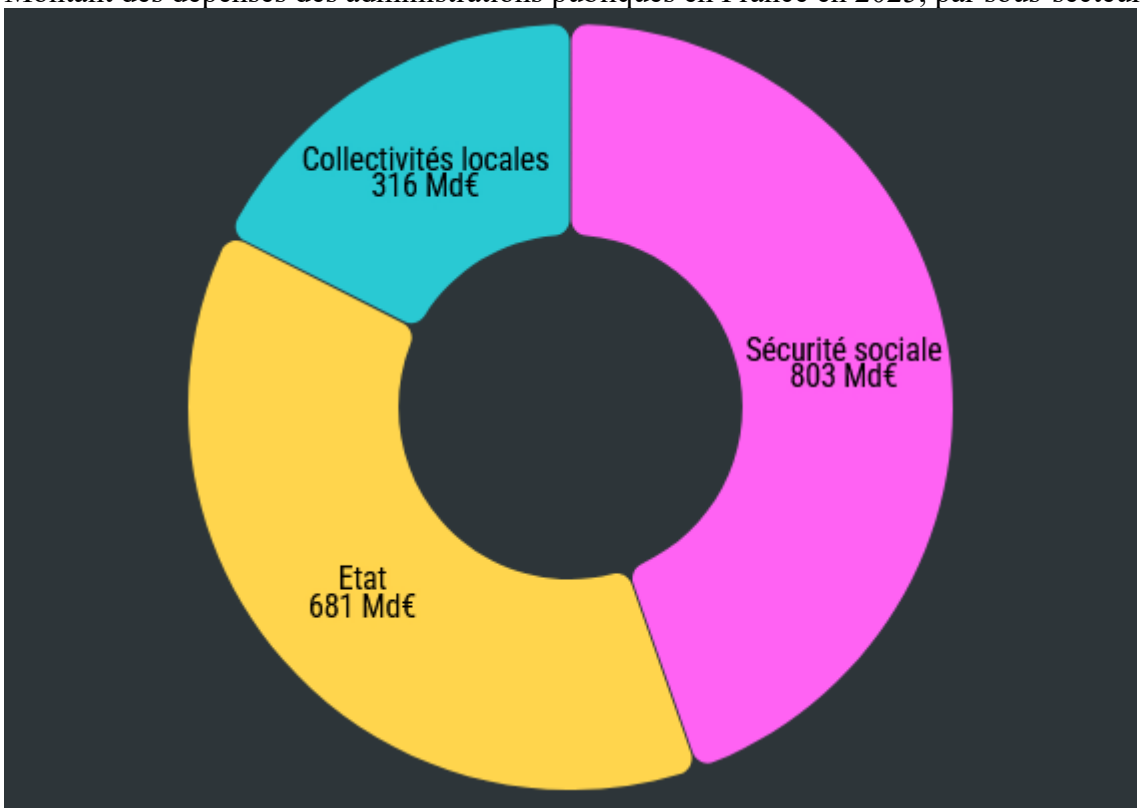
Vous êtes désormais convaincu qu'il vous faut vous plonger dans le budget, mais vous ne savez pas comment y survivre ? Suivez-nous pour un premier balayage en 10 graphiques.

1/ Dépenses publiques : mais de quoi parle-t-on vraiment ?

Quand on prononce les mots « dépenses publiques », les premiers éléments qui viennent en tête sont probablement les plus tangibles : routes, écoles, bibliothèques… Mais ces dépenses, ce sont aussi des pensions de retraite, des aides à l'achat d'un véhicule électrique, des financements d'associations, des experts forestiers… Dans cet ensemble très hétérogène, qui pèse le plus financièrement ?

La Sécurité sociale, premier poste de dépense publique

Montant des dépenses des administrations publiques en France en 2025, par sous-secteur, en milliards d'euros



Source : Insee © Alternatives Economiques

Le graphique montre que les administrations de Sécurité sociale sont les plus grandes dépensières. Pas étonnant puisque ce sont elles qui versent les pensions de retraite ou les indemnités d'assurance maladie, les deux principaux postes de dépense publique.

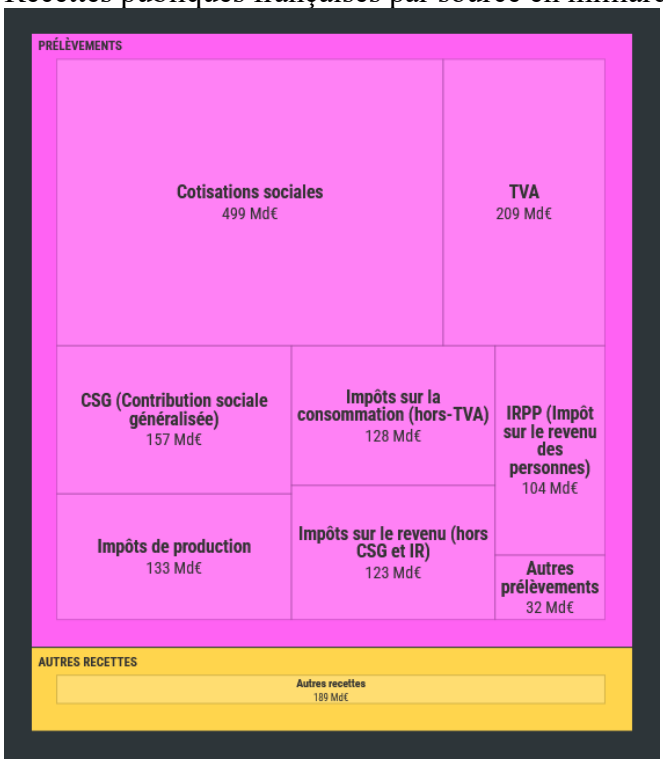
L'Etat, malgré son rôle central, occupe une place moins importante. Enfin, les collectivités locales ferment la marche. Quand on parle du budget de la France, on parle donc avant tout des dépenses sociales, qui sont à la fois importantes en volume et socialisées, contrairement à d'autres pays qui les confient davantage au privé.

2/ Quelles sont les principales recettes des finances publiques ?

Pour construire un budget, il faut d'abord avoir des ressources. En 2025, les administrations publiques ont disposé de 1 563 milliards d'euros de recettes, dont la grande majorité provient des prélèvements obligatoires (88 %). Le reste provient surtout de la vente de biens et services publics, et dans une moindre mesure des revenus du patrimoine (dividendes, intérêts). Parmi les prélèvements, les cotisations sociales constituent le premier prélèvement (36 %), devant certaines taxes plus connues, comme la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée. Cette TVA constitue d'ailleurs la deuxième source la plus importante pour l'Etat.

Budget : d'où vient l'argent public ?

Recettes publiques françaises par source en milliard d'euros en 2025



Source : Insee © Alternatives Economiques

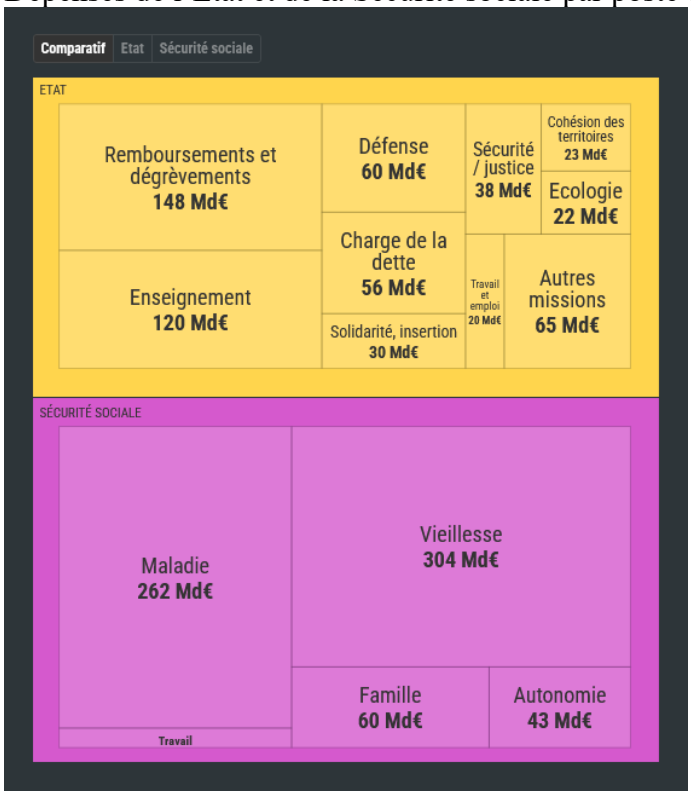
Les impôts sur le capital, notamment sur les successions et les donations, n'ont alimenté le budget qu'à hauteur de 22 milliards d'euros. Quant à l'ISF, le fameux impôt sur les très hauts patrimoines, devenu impôt sur la fortune immobilière en 2018, il ne rapporte que 2,7 petits milliards d'euros.

3/ Quelles sont les principales dépenses des finances publiques ?

Une fois ces ressources prélevées, et les titres de dette émis pour combler ce qui manque (c'est le célèbre déficit), le gâteau peut commencer à être distribué. Une part pour l'Etat et ses agences (36 %), une part pour les collectivités locales (21 %) et le plus gros morceau va à… la Sécu (43 %) !

Budget : où va l'argent public ?

Dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale par poste en milliard d'euros votées dans le budget 2025



Source : Insee © Alternatives Economiques

Les administrations de Sécurité sociale ont disposé de 666 milliards d'euros en 2025 pour financer cinq branches : vieillesse, santé, famille, autonomie et travail.

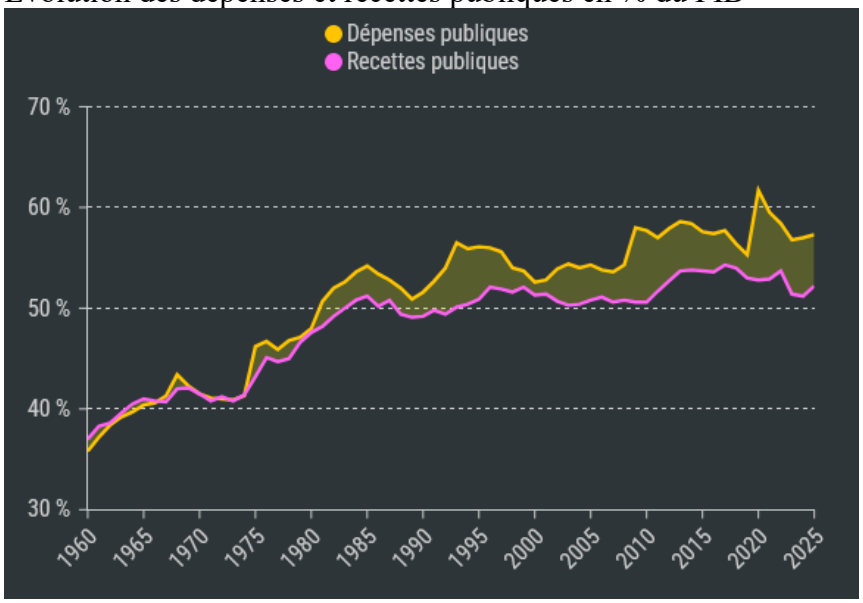
A travers des « missions », l'Etat répartit surtout ses crédits entre ses ministères, à commencer par celui de l'Education nationale (89 milliards) et la Défense (60 milliards). Le premier poste, « remboursements et dégrèvements », regroupe les dépenses liées au remboursement de TVA, de crédits d'impôts etc. Enfin, la charge de la dette n'est pas comme on l'entend parfois, le premier poste de dépenses publiques. Sa facture devrait cependant grimper à 79,2 milliards d'euros cette année, selon les chiffrages en annexe du PLF.

4/ D’où vient le déficit public ?

Dans le débat public, déficit rime avec dépenses, avec en toile de fond l’idée que celles-ci auraient « explosé ». Pourtant, le déficit public n’est autre que le solde négatif entre recettes et dépenses publiques. N’évoquer que les secondes sans observer les premières n’a aucun sens pour analyser le déficit. De même, scruter uniquement les dépenses en milliards d’euros ne permet pas de bien comprendre ce qui se joue.

Le déficit se creuse, la faute… aux recettes !

Evolution des dépenses et recettes publiques en % du PIB



Source : Insee © Alternatives Economiques

La convention classique consiste donc à rapporter les recettes et les dépenses au produit intérieur brut (PIB), de quoi constater si l’on dépense (ou contribue) plus que la richesse produite chaque année. En 2025, les dépenses publiques représentaient 57,3 % du PIB, contre 57,3 % en 2017. On ne peut donc pas parler d’un dérapage des dépenses, qui ont stagné en proportion de la richesse nationale produite. De leur côté, les recettes ne représentaient plus que 52,2 % du PIB en 2025 contre… 54,3 % en 2017.

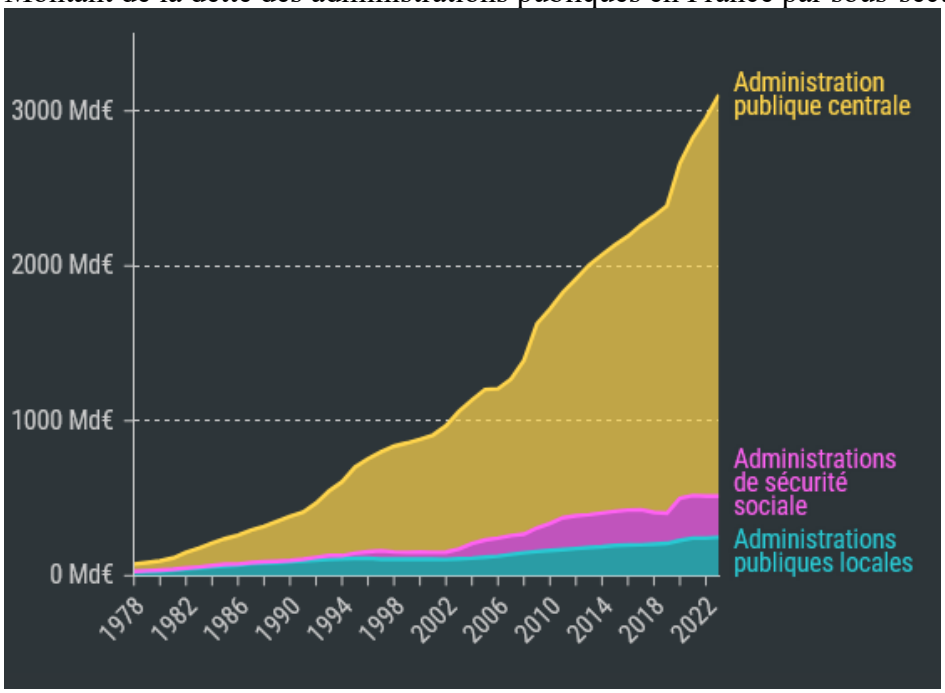
Sur les dix dernières années, le déficit s’est donc creusé car les recettes ont baissé davantage que les dépenses. Concrètement, cela correspond à la politique de baisse d’impôts (taxe d’habitation, impôt sur les sociétés, ISF transformé en IFI…) menée par les gouvernements d’Emmanuel Macron dès 2018. Une façon de réduire le déficit serait donc d’augmenter les recettes.

5/ Qui a vraiment creusé la dette ?

« La Sécu, trop généreuse, nous met en faillite ! », « Les collectivités locales et leur millefeuille territorial gaspillent l’argent public ! »… Voilà deux arguments fréquemment entendus dans le débat public. Ils laissent entendre, indirectement, que l’Etat est un gestionnaire plus vertueux que les branches de la Sécu ou les collectivités. Pourtant, le creusement de la dette publique ces cinquante dernières années est surtout imputable aux administrations centrales.

L'Etat, principal responsable de la dette

Montant de la dette des administrations publiques en France par sous-secteur, en milliards d'euros



Source : Insee © Alternatives Economiques

Ce graphique offre un contre-pied intéressant, mais il doit tout de même être regardé avec nuance. Car certains flux d’argent réciproques entre les différents types d’administration (notamment entre Etat et collectivités locales) rendent l’analyse complexe et les bilans financiers « officiels » relativement artificiels. Cette précaution étant posée, la Sécu et les collectivités locales ne peuvent être tenues comme les principales responsables de l’endettement public.

6/ Le « trou de la Sécu », c'est quoi exactement ?

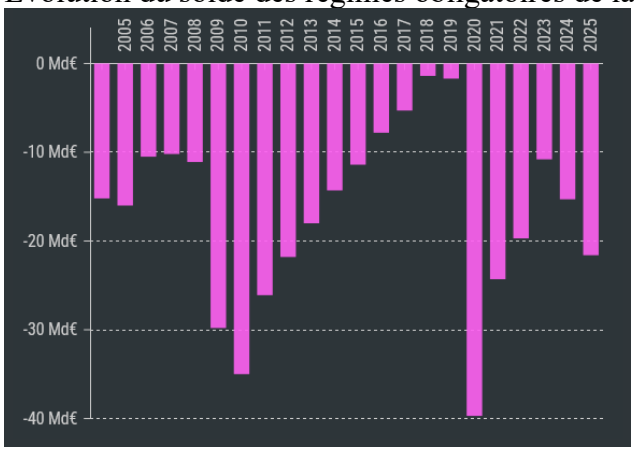
« Trou de la Sécu » : dans le débat public, cette expression est omniprésente pour désigner le déficit de la Sécurité sociale. Mais derrière cette image commune se cachent de nombreuses conventions comptables qui rendent la situation plus complexe qu'elle ne semble l'être.

Le « trou de la Sécu » correspond au déficit des cinq branches de la Sécurité sociale, qui garantissent contre les cinq principaux « risques » de la vie (maladie, vieillesse, accident du travail et maladie professionnelle, famille et autonomie). Ces risques sont couverts par un système d'assurances sociales. Chacun met au pot commun une part de son revenu et reçoit selon ses besoins.

Les comptes sociaux permettent de suivre par branche les dépenses et les recettes. Les branches maladie et vieillesse sont ainsi souvent pointées du doigt pour leur contribution au déficit de la Sécu.

Le déficit de la Sécurité sociale, une question de périmètre

Evolution du solde des régimes obligatoires de la Sécurité sociale, en milliard d'euros (Md€)



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale © Alternatives Economiques

Il peut être tentant de vouloir combler le trou de la Sécu de façon radicale. Mais il s'agirait d'une logique de courte vue car la situation des dépenses publiques doit être pensée de façon globale. En effet, la présentation des comptes séparés conduit à mettre la focale sur le déficit de la Sécu ou celui de la branche maladie. Mais on pourrait tout aussi bien évoquer le « trou de l'Education nationale », qui est financé par les impôts. Ces derniers jouent en outre un rôle de plus en plus grand dans le financement de la Sécu ; et des transferts ont lieu entre branches. Si bien qu'en réalité, isoler tel ou tel compte a de moins en moins de sens.

Enfin, ce « trou de la Sécu » ne rassemble pas tous les r
chômage, qui n'entrent pas dans ce périmètre. Bref, la façon de présenter le déficit est loin d'épuiser le sujet de la protection sociale.

7/ La Sécu va-t-elle si mal qu'on le dit ?

Dans la statistique publique, les comptes sociaux sont ceux des administrations de la Sécurité sociale (Asso). Ils sont souvent… excédentaires ! Ils comprennent non seulement le régime obligatoire de la Sécurité sociale (la Sécurité sociale au sens étroit) mais aussi l'assurance chômage, les régimes de retraite complémentaire (Agirc-Arrco, Ircantec), la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), etc. Bref, des institutions qui participent à la protection sociale.

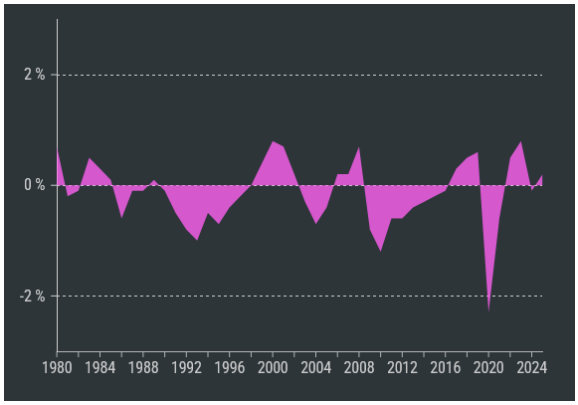
Le solde des Asso est souvent excédentaire en raison notamment de la Cades, une caisse qui sert à résorber toute la dette de la Sécurité sociale. Elle est alimentée par des prélèvements fiscaux (CSG, CRDS…) et par des emprunts sur les marchés financiers. Chaque année, une partie des recettes sociales servent non seulement à couvrir les dépenses sociales mais aussi à rembourser la dette sociale, qui diminue.

« Dit autrement, le compte courant est dans le rouge, mais votre dette diminue chaque mois, votre situation patrimoniale s'améliore », explique l'économiste Anne-Laure Delatte (*Riches ensemble !*, Seuil, 2026)

Plus globalement, il faut garder en tête que la protection sociale joue un rôle contracyclique, c'est-à-dire qu'elle contre les effets des cycles économiques récessifs, comme au moment du Covid-19. En de telles périodes, les dépenses augmentent pour prendre le relais de l'économie moribonde, ce qui creuse le déficit. Et lorsque l'activité économique repart, les dépenses baissent et les recettes augmentent : le déficit diminue alors.

La Sécurité sociale a un rôle contracyclique

Evolution du solde des administrations de la Sécurité sociale (Asso), en % du PIB

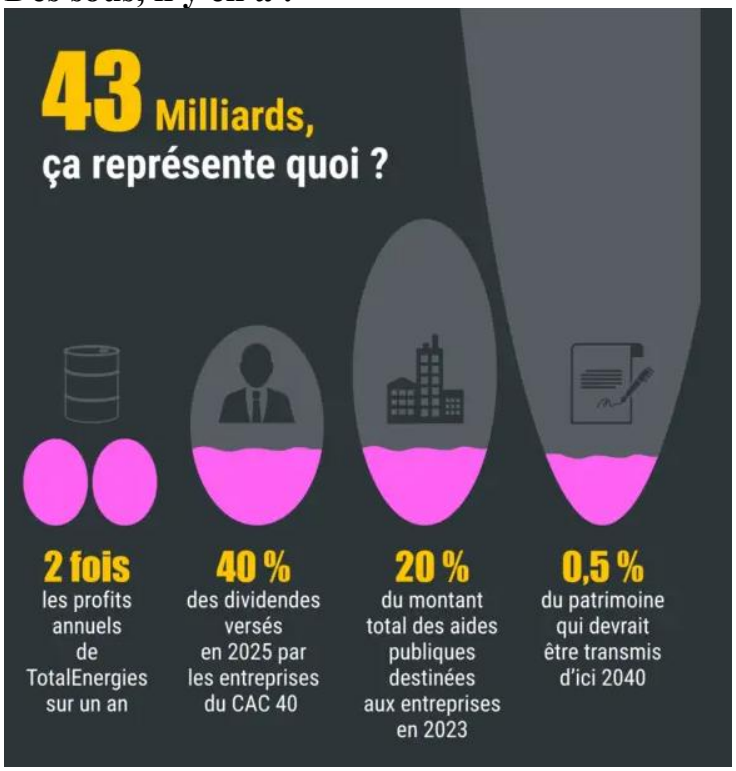


Source : Insee © Alternatives Economiques

8/ Que recouvrent les 43 milliards d’efforts voulus par le gouvernement ?

Le gouvernement s’est fixé un objectif de réduction du déficit de 43 milliards d’euros. Comme presque personne ne peut se représenter une telle somme, voici quelques points de comparaison et ordres de grandeur utiles à garder en tête pendant la construction du budget. 43 milliards d’euros, c’est un peu plus de deux fois les profits de TotalEnergies sur un an[1] (19,6 milliards d’euros) ; 40 % des dividendes versés en 2025 par les entreprises cotées en France (107 milliards d’euros) ; 20 % du montant total des aides publiques destinées aux entreprises en 2023 (211 milliards d’euros) ou encore 0,5 % du patrimoine qui devrait être transmis d’ici 2040 (9 000 milliards d’euros). A bon entendeur !

Des sous, il y en a !



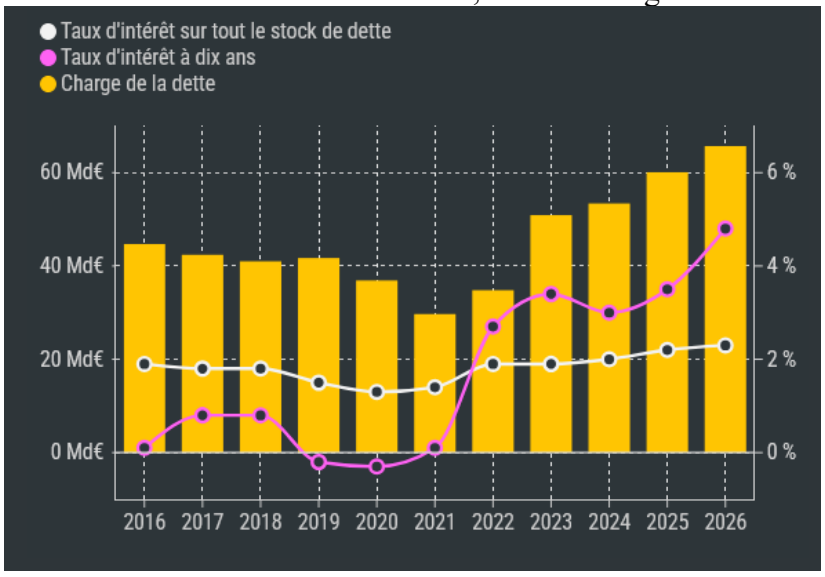
Source : Total, Lettre Vernimmen, Commission d'enquête sénatoriale sur l'évaluation des aides publiques aux entreprises, Fondation Jean Jaurès © Alternatives Economiques

9/ Combien nous coûte la dette ?

Dans l’absolu, le montant de la dette, pas plus que son rapport au PIB, n’est un problème majeur. Si la situation actuelle est très préoccupante, c’est parce que nous endetter nous coûte de plus en plus cher. Le taux auquel nous empruntons à dix ans grimpe fortement depuis quelques années, jusqu’à atteindre 5 % ces derniers jours, une hausse probablement accentuée par la spéculation des marchés financiers envers la dette française.

Les taux d’intérêt à dix ans sur la dette française grimpent fortement

Evolution des taux d’intérêt sur les titres de dette française (annualisés fin septembre) et du taux d’intérêts sur l’ensemble du stock de la dette en %, et de la charge de la dette en milliard d’euros (Md€)



Source : Insee, Eurostat © Alternatives Economiques

Cela ne signifie pas que nous payons dès cette année 4,8 % de la dette en intérêts. Pour le moment, le taux d’intérêt moyen qui s’applique à l’ensemble de la dette n’est que de 2,3 %, car la majorité des titres ont été émis à des taux faibles, voire négatifs, dans les années 2010. Mais si les taux ne baissent pas dans les prochaines années, la charge pourrait rapidement s’envoler.

10/ Pourquoi la France prélève et dépense plus que ses voisins ?

Mais pourquoi la France n'arrive-t-elle pas à réduire son déficit alors que certains voisins affichent des comptes équilibrés ? Suffit-il de mieux dépenser et d'être plus efficace ? Dans une note récente[2], le ministère de l'Economie a scruté les différences de dépenses publiques entre la France et la moyenne de la zone euro. Et a confirmé un constat établi depuis longtemps : rapportées au produit intérieur brut (PIB), de nombreuses dépenses françaises sont proches de leurs voisines. Celles des « services généraux des administrations », c'est-à-dire le cœur de la bureaucratie, sont par exemple supérieures de seulement 0,1 point par rapport à la moyenne de la zone euro.

La France dépense plus que ses voisins car son modèle social collectif est plus généreux

Ecart entre la dépense publique de la France et la moyenne de la zone euro par fonction en 2024, en % du PIB



Source : Direction générale du Trésor © Alternatives Economiques

Certes, les dépenses de protection sociale sont supérieures de 3,5 points à la moyenne de la zone euro, et celles de la santé de 1,4 point. Mais si l'Hexagone est quasi championne du monde des dépenses publiques, c'est surtout en raison de son modèle social protecteur et collectif.

https://www.alternatives-economiques.fr/10-graphiques-pour-survivre-au-debat-budgetaire_26-10-2026?check_logged_in=1